

Sagrario Martinez Berriel

Résumé

L'émigration et l'inmigration sont deux recours complémentaires et alternatifs dans l'histoire de l'Espagne. Le retard dans sa modernisation détermine après la Seconde Guerre Mondiale, son introduction dans la catégorie des pays exportateurs de main d'oeuvre non qualifiée, jusqu' à son incorporation dans l'Union Européenne qui inverse son cycle émigratoire. Les particularités des flux migratoires sont en relation avec son passé colonial et son développement économique.

Introduction

Peu de sujets ont autant intéressé l'opinion espagnole et européenne comme l'a fait l'immigration. C'est la question d'Etat par excellence, un des axes centraux de notre relation avec l'Union européenne.

Les moyens actuels de communication amplifient de façon illimitée les débats politiques transnationaux, et montrent chaque jour la chronique obscure de l'inmigration, pour impliquer davantage le citoyen espagnol vis-à-vis de cette réalité dont il est peu conscient, a priori. En premier lieu à cause de l'apathie politique qui se manifeste aujourd'hui en Espagne, et en second lieu, parce que les références territoriales des espagnols sont plutôt locales et nationales, qu'internationales. Il faut signaler que plus de la moitié de la population (56%) n'a pas voyagé en dehors du pays, et que seulement 10% le fait fréquemment (Durán, 1998: 97).

Au début de l'an 2000, une nouvelle loi sur l'extranéité a été finalement approuvée, après un an et demi de débats parlementaires controversés. Elle a été jugée comme la loi la plus progressiste de toute l'Europe. Celle-ci accorde de très amples droits et libertés aux étrangers résidents, ce qui constitue un progrès réel pour l'intégration sociale. Néanmoins, l'extension des droits de citoyenneté aux résidents crée de nouveau une catégorie d'exclus qui ne peuvent pas aspirer à la résidence parce qu'ils ne disposent pas d'un contrat ferme de travail.

Un mois après l'approbation de la loi, les difficultés commencent pour régulariser les immigrants qui se trouvaient sur le territoire espagnol avant le 1 juin 1999. Comment

Martinez Berriel Sagrario, L'Espagne, la dernière frontière de l'Union Européenne

justifier que l'on possède un permis de résidence ou de travail? Les "sans-papiers" apparaissent sans arrêt sous des formes non reconnues d'économie souterraine. L'hypocrisie institutionnelle n'a pas de solution. Comment peut-on prouver avoir un domicile légal, sans avoir de travail stable et reconnu? ou, ce qui revient au même, comment peut-on avoir un travail reconnu, sans avoir de domicile légal? That is the question. Malgré sa permissivité apparente, cette loi ignore le fait que le travail est rare, même pour les espagnols, et que l'économie souterraine ne disparaît pas en l'ignorant. N'y a-t-il donc pas des femmes immigrantes qui veillent des malades ou qui travaillent dans le service ménager, et des hommes qui travaillent comme vendeurs ambulants ou dans l'agriculture?

Si l'on admet, avec une certaine réserve, que les médias -surtout la télévision- sont l'écran où se projette et se réfléchit le débat social, les chiffres qui y sont présentés et discutés sur les étrangers donnent lieu à deux positions opposées:

La première signale avec préoccupation des preuves de xenophobie et de d'agressivité dans la population locale, à cause de l'immigration non communautaire. Les étrangers sont considérés comme intrus et il y a la crainte de la dissolution de l'état de droit en un pays sans frontières. Ces arguments ont plutôt l'air d'être le produit d'une certaine nostalgie de la patrie, en réaction à la mondialisation de l'économie, dont les effets sont clairs, même dans les aspects les plus quotidiens de notre existence.

La seconde, suivant l'opinion de l'ONU, défend le besoin que nous avons de cette immigration, et signale le vieillissement de la population, le fait que l'Etat de Bien-être ne pourra plus être maintenu sans des travailleurs jeunes qui occupent les tâches qui ne sont pas susceptibles d'être informatisées, essentiellement les services personnels et l'agriculture. On avance aussi le fait que les immigrés sont nécessaires pour compenser notre "apathie" reproductive, surtout si l'on tient compte du fait que même la réserve de natalité des pays méditerranéens a baissé, au point que l'Espagne a l'indice le plus bas du monde, soit 1.1

Allant au-delà des arguments qui justifient le pour et le contre de l'immigration, il est nécessaire de nous arrêter, ne serait-ce qu'un instant, sur les données de base de ce débat polémique, données qui, par ailleurs, ne peuvent pas être discutées de façon décontextualisée.

Martinez Berriel Sagrario, L'Espagne, la dernière frontière de l'Union Européenne

L'Europe a aujourd'hui plus de 7 millions d'étrangers, ce qui représente dans les pays les plus développés de l'Union des taux qui oscillent entre 9% et 16% d'étrangers par rapport à la population totale. En Espagne, la proportion est de 2%, ce qui représente un taux peu significatif face à l'Europe. Quant au pays, globalement, on y retrouve peu d'étrangers résidents, à l'exception de certaines zones frontalières, où l'affluence de travailleurs non communautaires, est notoire, comme c'est le cas en Andalousie, aux Canaries, et dans la région de Valence et de Murcie, et d'une façon particulièrement remarquable, dans les zones urbaines de Madrid et de Barcelone, qui reçoivent, à elles seules, la moitié du total des étrangers. Ce schéma territorial correspond d'autre part avec la carte géographique des emplois non qualifiés, où se détachent par ordre décroissant, les secteurs d'activité pour les immigrés: le service ménager, les services personnels (principalement dans l'hôtellerie) et l'agriculture, suivie à grande distance de l'activité dans la construction.

S'il est vrai que nous avons qualifié d'insignifiante la proportion d'étrangers en Espagne, l'immigration constitue tout de même un fait nouveau dans un pays qui s'est caractérisé par l'émigration et les taux élevés de chômage jusqu'à il y a seulement 20 ans. L'Espagne a-t-elle changé au point que nos émigrants reviennent et des étrangers viennent?

Les "autres" européens de l'Union

Malgré ce qu'affirment les médias et la politique communautaire, l'Union européenne n'est pas une réalité palpable et n'a pas des conséquences identiques pour les citoyens des 15 pays qui maintenant la composent. Les frontières ne disparaissent pas par décret. Parler plusieurs langues c'est aussi avoir des histoires nationales et des représentations différentes de la réalité sociale. Des proportions identiques d'immigrants ne produisent pas des effets identiques dans les différentes régions de l'Europe.

L'Espagne commence timidement à avoir des immigrants depuis la moitié des années 70, avec une intensification progressive dans les années 80 et 90, au moment même où l'Europe ferme ses frontières et rejette l'émigration espagnole. C'est ainsi que l'Espagne est entrée dans l'Europe, 20 ans après les premiers pays de l'Union, et les espagnols ont occupé les mêmes emplois non qualifiés que ceux des étrangers extra-

Martinez Berriel Sagrario, L'Espagne, la dernière frontière de l'Union Européenne
communautaires qui arrivent maintenant en Espagne: service ménager, manoeuvres dans le bâtiment, ouvriers sans qualifications et journaliers agricoles. Il y a toujours des preuves de notre récent passé migratoire: les Andalous continuent à aller aux vendanges dans le sud de la France, et les Galiciens vont faire des travaux en Suisse dans la construction.

Les conflits et l'exclusion se produisent en Europe avec la seconde génération d'immigrés, alors qu'en Espagne elle se produit avec les nouveaux venus, sans famille et pas encore adaptés.

Quels cycles retrouvons-nous dans l'Histoire! et avec quelle rapidité croissante ils changent de signes. Maintenant c'est à notre tour, avec l'Italie, avec qui nous avons beaucoup en commun (retard industriel, pouvoir religieux, économie souterraine...), de mettre en accusation l'immigration fondamentalement maghrébinne qui se presse à quelques kilomètres de nos frontières, attirée par des avantages sociaux qu'elle n'a pas.

Un aperçu de l'histoire de l'Espagne, ou le retard de l'Espagne face à l'Europe

À une époque où il y a peu de mémoire et peu de solidarité, il est nécessaire de se demander d'où l'on vient pour savoir où nous sommes arrivés.

Il y a des siècles que l'Espagne veut faire partie de l'Europe, sans y arriver complètement. Cet ancien et persistant désir des libéraux et des républicains, frustré par la fin tardive de l'Ancien Régime et par la lente et faible industrialisation du pays, ont provoqué non seulement de sanginaires guerres civiles, mais aussi un déphasage chronique et une dépendance de l'Espagne à l'Europe. En plein XXe siècle, l'urbanisation et l'industrialisation du pays étaient encore très limitées, le territoire espagnol peu articulé, et les différences inter-régionales très grandes, ce qui a contribué au développement de sentiments nationalistes qui fragilisant l'unité de l'Etat.

Le retard dans la modernisation de l'Espagne se compense chroniquement avec l'émigration et l'exploitation coloniale. Les colonies ont sauvé, mais aussi perdu l'Espagne. D'une part, les zones agricoles les plus peuplées en situation de pauvreté ont préféré tenter de faire fortune et d'émigrer plutôt que de migrer vers les noyaux industriels du pays pour y travailler. D'autre part, la défense et l'exploitation coloniale obligeaient à épuiser les ressources humaines de la "métropole", lui ôtant les hommes

Martinez Berriel Sagrario, L'Espagne, la dernière frontière de l'Union Européenne
ayant le plus de valeur en termes de production et de reproduction. Ces facteurs inter-dépendants ont fait de l'Espagne un pays très peu peuplé, avec la densité d'habitants la plus basse de toute l'Europe, et l'ont obligée à avoir recours à des mesures natalistes contradictoires pour corriger les effets migratoires.

La Première Guerre Mondiale a constitué un moment important dans l'essor de l'économie espagnole. En effet, la neutralité et le retard de l'Espagne ont été providentiels, non seulement pour les nations en litige, mais aussi pour la modernisation du pays, chose qui a provoqué de profonds déséquilibres régionaux pour les migrations internes et externes ainsi que pour le développement des zones déjà industrialisées au détriment des régions agricoles. Ce processus devient peu à peu plus intense dans les années 50 et 60, lorsque les effets de la guerre civile espagnole commencent à s'atténuer et l'économie européenne se remet du conflit mondial. Les idéaux natalistes et les sentiments impériaux que le régime de Franco contenait initialement disparurent et les portes de l'Espagne s'ouvrirent de nouveau à l'émigration "assistée" par l'Etat lui-même. De cette façon, les grandes zones urbaines de Barcelone, Madrid et Bilbao ont prospéré, mais en même temps, plus de la moitié du territoire de la Péninsule a perdu sa population, et de ce fait, certaines provinces de l'intérieur sont devenues presque désertes.

Les prospères années 60 se sont nourries surtout du tourisme et de l'émigration. *"L'Espagne est différente"* a même été notre slogan dans toutes les langues, lorsque la plus étendue et la plus rentable de toutes les industries espagnoles a commencé: le tourisme. Mais cette distinction bucolique et lucrative pour certains, a été, d'autre part, un véritable fléau car elle impliquait -et dans beaucoup de cas elle continue à impliquer- un retard notable quant à l'éducation, la consommation, l'emploi féminin, etc. L'Espagne était pour ses voisins, un pays en retard, essentiellement agricole, avec d'importantes zones de grandes propriétés rurales (latifundium) et avec un manque chronique d'emplois, obligeant de ce fait à émigrer.

Les flux migratoires espagnol

En conclusion, l'émigration et l'immigration sont deux recours complémentaires et alternatifs dans l'histoire de l'Espagne. Quelques fois, des ordres sont décrétés contre

Martinez Berriel Sagrario, L'Espagne, la dernière frontière de l'Union Européenne
l'émigration, et la venue d'étrangers est favorisée, en raison de la contrainte que provoquait l'absence d'espagnols pour exploiter les ressources de la nation. D'autres fois, les frontières s'ouvrent complètement, pour pousser à l'abandon du pays et atténuer ainsi les conflits internes aggravés par le manque d'emplois.

Les mesures natalistes ont été utilisées depuis l'origine de l'Etat dans la lutte contre L'Islam. Elles ont aussi été utilisées pour compenser l'expulsion de minorités persécutées pour une recherche obsessionnelle de pureté de sang, contre les morisques, les juifs et les gitants (intolérance qui encore perdure, après des siècles de persécution). Un exemple clair de la politique de repopulation de l'Espagne, c'est le Chemin de Santiago, d'une certaine façon le premier Chemin d'Europe.

Pendant le XIXe siècle, et surtout à la fin du siècle, l'Espagne perd ses dernières colonies et opte plus que jamais pour l'émigration. Les intérêts natalistes très explicites pendant le siècle passé disparaissent, de même que les entraves à l'émigration, surtout pour les habitants des îles Canaries, qui ont habituellement peuplé les Caraïbes, et souvent utilisés pour blanchir la race et entretenir la loyauté envers l'Espagne.

Dans le territoire espagnol, le mouvement de l'émigration n'a pas atteint à l'origine les proportions d'autres pays européens qui ont aussi peuplé l'Amérique du Sud et les Etats-Unis d'Amérique, comme cela a été le cas pour la Grande Bretagne, l'Irlande, l'Italie et l'Allemagne. Les Espagnols se sont limités à utiliser le vieux circuit colonial, certainement en raison des avantages que comportaient la langue et le long métissage. Ils ne sont partis aux Etats Unis que lorsque la production en série a commencé. Le cycle émigratoire espagnol, par ailleurs, a perduré, de même que le retard espagnol dans la modernisation, après la deuxième guerre mondiale. C'est pour cela que, lorsque les pays européens ont reconstruit leur économie d'après les principes de la production et de la consommation de masses, ils ont profité de notre opportune réserve de main d'oeuvre.

Nous pouvons relever dans la description de l'émigration espagnole, trois flux particulièrement importants, en raison de leur durée et de leur intensité. Le premier, à destination de l'Algérie, pendant l'occupation coloniale française, le second, à destination de l'Amérique du sud, et le troisième, surtout en France.

L'Algérie

Martinez Berriel Sagrario, L'Espagne, la dernière frontière de l'Union Européenne

L'émigration en Algérie affecte presque exclusivement le sud-est de la Péninsule Ibérique et les Iles Baléares -surtout Minorque-. Elle commence dès la colonisation française en 1830. La présence espagnole était très remarquable, même dans l'urbanisme de villages, quartiers et villes, spécialement dans la région agricole de l'Oranie, la zone la plus proche et la plus semblable à l'Espagne. Ce flux migratoire, temporaire au début, permettait au journalier méditerranéen de compléter son cycle productif, en évitant les mois d'inactivité. C'était au début, une émigration très pauvre et d'un niveau socio-culturel très bas, qui a créé avec le temps une colonie stable et solide qui regroupait tous les secteurs productifs et toutes les catégories socio-professionnelles. Les espagnols, de toute façon, ont été utilisés comme main d'oeuvre bon marché dans le processus colonisateur français, de telle sorte qu'ils n'ont pas eu de difficultés lorsque la révolution nationaliste a eu lieu. Pour avoir un aperçu quantitatif de ce flux migratoire, nous signalerons qu'en 1900, lorsque la colonie espagnole a atteint son point maximum, elle comptait 160.000 personnes et elle constituait la population européenne la plus élevée sans compter la France. Après cette date, le flux migratoire a décliné avec des hauts et des bas jusqu'à sa disparition avec l'indépendance en 1962, date à laquelle 60.000 *pieds noirs* sont retournés en Espagne.

L'Amérique du Sud

Après leur indépendance, les nouvelles nations américaines, conscientes de la rareté de la population et de l'extension de leurs territoires et de leurs ressources, ont entamé de généreuses politiques immigratoires pour attirer des européens. Les destinations les plus importantes des espagnols ont été l'Argentine et le Brésil. Durant la période la plus intense, qui s'est produite entre la deuxième moitié du XIXe siècle et la première guerre mondiale, on calcule que onze millions d'Européens ont émigré, parmi lesquels 28% étaient espagnols, 10% de moins que les Italiens (Morner 1985: 55). Une autre destination également importante, mais postérieure chronologiquement, surtout entre 1950 et 1970, était celle du Vénézuéla, connu aux Iles Canaries sous le nom de "La huitième île", en raison de la quantité importante de canariens présents là-bas. Une des données importantes de ce flux migratoire est qu'il a affecté une partie minime du territoire espagnol, c'est-à-dire seulement les régions périphériques et plus peuplées

La France et l'Europe

L'émigration vers la France s'est tout particulièrement accrue à partir de 1914, et plus tard, lorsque la République espagnole a eu lieu en 1931, et qu'il s'est produit un exil à cause de la guerre civile. Nous citerons comme références statistiques qu'en 1918, 350.000 espagnols résidaient en France, travaillant pour la plupart dans le secteur agricole et pendant la guerre civile, 460.000 réfugiés se sont dirigés vers ce pays. (Rubio, 1974: 254) Après la guerre et l'expatriation inévitable, un autre moment maximum de l'émigration en France a été la période de la reconstruction vers la fin de la deuxième guerre mondiale. Entre 1960 et 1973, un énorme contingent d'émigrés de l'Europe méditerranéenne, au départ en provenance de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce, puis de la Turquie et de la Yougoslavie, et enfin des pays du Maghreb, se verse sur les nations les plus avancées de l'Europe. On a quantifié la participation de l'Espagne entre 1 et 2 millions d'espagnols, selon qu'on aie recours aux données officielles ou officieuses (Nadal, 1984; Vilar, 1999).

L'émigration et le tourisme ont profondément changé la société espagnole, depuis le mode de vie, jusqu'à la façon de penser. Le traditionalisme extrême, l'exaltation patriotique et la religion sont tombés, de façon presque irrémédiable, en désuétude. L'émigration espagnole a commencé comme un affront pour le Régime et a terminé comme sa bouée de secours. Grâce à elle, l'économie a changé suite à l'effort énorme de la population la moins qualifiée et celle potentiellement la plus conflictuelle, laquelle, de façon ordonnée, s'est dirigée vers l'étranger sans provoquer de grandes perturbations sociales internes. Les avantages n'étaient pas seulement pour l'Espagne, car les pays européens ont souffert d'importantes pertes humaines et par conséquent de leur population active et reproductrice. Ils ont trouvé dans le retard de l'Espagne et de l'Europe méditerranéenne la panacée pour améliorer leur économie.

Le changement le plus notoire dans la vie espagnole postérieure a été l'inversion du cycle migratoire, dont l'apothéose coïncide, par analogies de l'Histoire, avec le 5ème centenaire de la colonisation de l'Amérique.

De l'émigration à l'immigration

Le nouveau cycle de l'économie qualifiée de informationnelle bouleverse, comme cela a toujours été le cas, la localisation de la population mondiale. Au cours de cette nouvelle étape, l'Europe, qui avait développé son économie industrielle en se basant sur les mouvements populationnels internes, spécialement depuis les pays méditerranéens les plus arriérés, incorpore maintenant de nouveaux flux dérivés de la désintégration de l'ancienne Union soviétique et des pays qui configuraient son environnement géographique.

Les immigrants d'Espagne viennent de leur ancien empire colonial et culturel, en particulier ceux qui sont originaires de l'Amérique Latine et du Maghreb. La mémoire de l'Histoire n'existe pas au niveau institutionnel et encore moins dans l'ensemble de la société. Les immigrants "avec papiers" ne sont ni mentionnés, ni ne semblent générer des réactions xénophobes dignes d'être mentionnées, sauf en ce qui concerne l'opposition silencieuse des populations locales contre les touristes. En revanche, l'autre genre de xénophobie jaillit dans toute l'Europe, depuis le Nord jusqu'au Sud. En Espagne, elle se propage dans les zones où se concentrent et s'affrontent la marginalisation et l'immigration dans un contexte de croissance économique rapide et d'abondance d'emplois légaux et précaires. Le dernier scénario de la violence s'est situé dans une zone de culture sous serre, située dans le sud de l'Espagne, dans la province de Almería, où se concentre une des plus grandes colonies maghrébines qui travaille et vit dans des conditions de totale misère et précarité.

Un autre grand collectif, et dans ce cas-là avec un antagonisme réduit, parce que féminin et "invisible", est constitué de femmes immigrantes qui travaillent dans le service ménagers, de provenance majoritairement sud-américaine. La raison de ce flux migratoire se trouve dans l'incorporation de femmes espagnoles à la population active, ce qui oblige à compenser l'absence de celles-ci dans l'économie ménagère avec des immigrantes étrangères, formées dans des familles très hiérarchisées et patriarcales, capables de les remplacer dans les nombreuses nécessités que l'Etat de bien-être n'a jamais pu corriger: garderie d'enfants, logement, assistance à domicile, hospices, etc. parce que "l'intégrité" de la famille et la vocation prioritaire de la femme aux espaces de vie privée, a permis de compenser l'assistance sociale limitée. La révolution qui est en train de se produire en Espagne se manifeste de façon éclatante dans la récente et profonde

Martinez Berriel Sagrario, L'Espagne, la dernière frontière de l'Union Européenne
féminisation des professions et cursus universitaires traditionnellement masculins,
depuis le droit, jusqu'à l'architecture.

La modernité dans laquelle l'Espagne plonge aujourd'hui, signifie ici et en Europe le féminisme, l'individualisme, et l'urbanisme, ce qui à son tour implique le contrôle de la natalité et, évidemment l'immigration. Les calculs économiques et de Bien-être passent en premier lieu dans nos stratégies reproductives, de même que sur les idées de transcendance, de sacrifice ou du dogme: "Que la volonté de Dieu soit faite", en vigueur dans les sociétés moins développées et par conséquent, plus religieuses.

Bibliographie

- ARAGÓN, R. (1994): "La política activa de inmigración como respuesta a la coyuntura inmigratoria" en
MORALES LEZCANO, V. (Coord.) (1994): *El desafío de la inmigración africana en España*. Madrid, Uned.
BOURDIEU, P. Coord. (1999): *La miseria del mundo*. Madrid, Akal.
DE LUCAS, J. (1999): "Extranjería: Las razones del rechazo" *El País*, 9-12-1999
DURÁN, M. A. (1998): *La ciudad compartida*. Madrid, C. S. del Colegio de Arquitectos- I.N. Mujer.
GREGORIO GIL, C. (1998): *Migración femenina*. Madrid, Narcea.
IMSERO (2000): *Observatorio permanente de la inmigración*. <http://lucia.seg>
IZQUIERDO, A. (1996): *La inmigración inesperada*. Madrid, Trotta.
KHADER, B. (1998): "Los orígenes y destinos de la emigración" en VV. AA. *La interculturalidad que viene*. Barcelona, Icaria.
LEY ORGÁNICA 4/2000, de 11 de enero de 2000, sobre derechos y libertades de los extranjeros en España y su integración social.
MARGOLIES GASPARI, L. (1993): *Canarias-Venezuela-Canarias: Proceso dinámico de migración y retorno*. Caracas, Universidad Católica Andrés Bello.
MARTÍNEZ GÁLVEZ, I. & MEDINA RODRIGUEZ, V. (1992): *Nuevas aportaciones al estudio de la emigración clandestina de las Islas Canarias a América Latina (1948-1955)*. Madrid, Cabildo Insular de Gran Canaria.
MORALES LEZCANO, V. (Coord.) (1994): *El desafío de la inmigración africana en España*. Madrid, Uned.
MORNER, M. (1985): *Adventurers and proletarians. The story of migrants in latin America*. Paris: Unesco.
NADAL, J. (1984): *La población española (Siglos XVI a XX)*. Barcelona, Ariel.
RICHARDSON, H. W. (1976): *Política y planificación del desarrollo regional en España*. Madrid, Alianza.
RUBIO, J. (1974): *La emigración española a Francia*. Madrid, Ariel.

Martinez Berriel Sagrario, L'Espagne, la dernière frontière de l'Union Européenne

SOLE, C. & Herrera, E. (1991): *Trabajadores extranjeros en Cataluña. Madrid, CIS-Siglo XXI.*

VILAR, J. B. & VILAR, J. (1999): *La emigración española a Europa en el siglo XX.* Madrid, Arco.

VILAR, J. B. & VILAR, J. (1999): *La emigración española al Norte de Africa (1830-1999).* Madrid, Arco.